

FMB et Etat

Dialogue sur fond de transition climatique

La Covid-19 a privé, durant un an et demi, les professionnels de la construction genevois de leur traditionnel déjeuner d'après-assemblée générale. Qu'à cela ne tienne, la Fédération des métiers du bâtiment a organisé jeudi dernier un beau cocktail au sommet du Centre de formation de Pont-Rouge.

Trois conseillers d'Etat, des élus fédéraux, cantonaux et municipaux, de nombreux entrepreneurs: un parterre idéal pour entendre un échange franc et positif entre Antonio Hodgers et le président de la FMB Pierre-Alain L'Hôte. Avec humour – selon le rituel bien établi de la FMB – et sans langue de bois, le président L'Hôte a d'abord constaté que le privilège de recevoir trois membres du Gouvernement cantonal tenait peut-être au manque de réjouissances depuis dix-huit mois. Il a ensuite salué le fait que les autorités aient été à l'écoute des professionnels en prenant des mesures évitant panique, démagogie ou excès de prudence lorsqu'il s'était agi d'appréhender la situation des chantiers et des entreprises de la construction durant la pandémie.



Antonio Hodgers.



Pierre-Alain L'Hôte.

Mobilité déficiente

«Le seul point véritablement noir a été celui de la mobilité, avec des blocages aux frontières en début de pandémie et des entraves récurrentes aux déplacements dans l'hyper-centre. D'ailleurs, sur ce dernier point, le message officiel est clair: c'est un sale moment à passer, mais quand tous ces infâmes pendulaires et cet insupportable trafic de transit auront déserté le centre-ville, dégoutés par les mesures coercitives prises par nos édiles visionnaires, nous ne les remercierons jamais assez de l'amélioration drastique des conditions de circulation en découlant. Ma question: c'est dans combien de temps, cet avenir radieux? Parce que pour ce qui est d'aujourd'hui, c'est plutôt la dissuasion pour les prestataires appelés au centre-ville, au détriment de leurs clients», a précisé Pierre-Alain L'Hôte.

Le président de la FMB a enfin souligné que la reconnaissance, dans les appels d'offres, des efforts de formation, ou le recours à des entreprises et produits de proximité, maintes fois réclamés par la FMB. et souvent taxés de protectionnisme, avaient brusquement été compris par les pouvoirs publics. «La transition énergétique sera entrepreneuriale et de proximité ou ne sera pas», a asséné fermement l'orateur.

Le climat, préoccupation commune

Le chef du Département du territoire a repris la balle au bond, confirmant l'intention de l'Etat de ne pas tolérer *dumping* et concurrence déloyale, insistant sur «les liens particuliers unissant le Gouvernement

et les milieux de la construction» et relevant que si les entrepreneurs, comme tous les Suisses, aimaient les situations stables et les évolutions prévisibles, la Covid-19 d'abord, la transition climatique ensuite, avaient compliqué les choses.

Le magistrat Vert a souligné que les constructeurs étaient les «acteurs indispensables de la transition climatique», laquelle n'était plus une théorie, mais une réalité, l'augmentation d'un degré en général dans le monde correspondant selon lui à au moins deux degrés à Genève. «Les investissements prévus par l'Etat sont passés de huit à onze milliards dans le nouveau plan décennal, dont six axés sur la transition énergétique: les entreprises locales en seront les partenaires naturels», a-t-il conclu. ■

THIERRY OPIKOFER